

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle risques accidentels

Nevers, le 14 mars 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

**SUMIRIKO Rubber Compounding France**

**Usine des Caillots -BP 101**

**58300 DECIZE**

N° chrono : FDo/SR 220219

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 février 2022 dans l'établissement SUMIRIKO Rubber Compounding France implanté Usine des Caillots à DECIZE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection, objet du présent rapport, vise à constater l'aboutissement des actions faisant suite à la pollution de l'Aron du 29 août 2020 au niveau du point de rejet des eaux industrielles et pluviales (R2) dans l'Aron de l'entreprise SUMIRIKO.

Un arrêté de mesures d'urgence a été pris le 9 septembre 2020 demandant à l'exploitant de procéder à l'arrêt complet du rejet en eaux polluées dans l'Aron, accompagné d'un plan d'action associé justifiant de la gestion des eaux du site.

Suite à l'inspection du 25 septembre 2020, des mesures conservatoires pour la dépollution et la surveillance du nouveau point de rejet temporaire ont donné lieu à l'APMC du 14 octobre 2020 (prolongé de 6 mois par l'AP du 12 février 2021).

Ces mesures concernent :

- la dépollution de l'Aron, des berges et des herbiers sur environ 700 m de l'amont à l'aval du site,
- la condamnation du point de rejet dans l'Aron et le nettoyage de la canalisation contenant les eaux polluées,
- le plan de surveillance du nouveau point de rejet dans l'Aron résultant du nettoyage de la canalisation,
- le diagnostic de la pollution.

Pour suivre ces actions, l'exploitant dispose d'un plan de surveillance et de maîtrise suite à incident du 29/08/2020, régulièrement communiqué à l'Inspection, qui permet de suivre l'ensemble des actions menées. L'exploitant a fourni un rapport le 10 septembre 2021 rendant compte des travaux réalisés, qui comporte un plan de contrôle des rejets.

Le 2 février 2022, l'exploitant a informé l'Inspection de la survenue, vers 13h-14h, d'un incident environnemental sur leur système de dépotage d'huile, avec un problème de raccord. Cela s'est traduit par un déversement de 50 litres d'huile. SUEZ OSIS était présent sur site et a pu pomper l'huile, des absorbants ont été mis en place ce qui a permis de capter l'huile. L'huile serait sinon

allée dans un séparateur d'hydrocarbures.

Lors du dépotage des huiles, un problème de raccord a créé un déversement d'huiles sur le sol et, à moindre mesure, dans les regards de la canalisation principale du site (menant à des séparateurs d'hydrocarbures). L'opération de dépotage débutait. Les raccordements venaient d'être effectués. Un problème de raccordement a été constaté.

Le chauffeur du camion, qui est responsable du bon raccordement a voulu resserrer le raccord qui était en pression à 1,5 bar. Cette intervention est interdite par les procédures de Sumiriko, mais l'agent de Sumiriko n'a pas pu empêcher l'action du chauffeur à temps.

Le déversement des huiles a été observé sur le sol et l'exploitant a empêché le produit de pénétrer dans les regards voisins en endiguant le produit avec de l'absorbant végétal ignifugé disponible à proximité du poste (kit anti-pollution). Le produit est du « Huile Tudalen 1927 ». La substance n'est pas classée comme dangereuse dans le règlement (CE) n° 1272/2008. Les regards ayant pu être exposés aux huiles ont été ouverts. Aucune constatation d'huile ou d'irisation. L'huile restée sur le béton a été gérée par SUEZ comme un déchet, avec émission d'un BSD.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUMIRIKO Rubber Compounding France
- Usine des Caillots - BP 101 - 58300 DECIZE
- Code AIOT dans GUN : 0005401335
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non
- Ex IED - MTD

La société SUMIRIKO est spécialisée dans la fabrication de pièces anti-vibratoires en sous-traitance pour l'industrie et le ferroviaire (pièces de plus grandes dimensions), de manchons compensateurs pour les canalisations et, enfin, de pièces élastomériques et de dissolution (caoutchouc mis en solution dans différents types de solvants).

L'entreprise est régulièrement autorisée au titre des ICPE par l'arrêté préfectoral n° 2007-P-3959 du 13 juillet 2007. L'entreprise a employé jusqu'à près de 800 salariés à Decize dans les années 70-80, et en emploie actuellement un peu plus de 140 salariés (sur deux entités, une dédiée à la production SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING FRANCE et une dédiée à la R&D) depuis la séparation avec la société ANVIS qui est actuellement locataire d'une partie du site mais va déménager dans l'année.

SUMIRIKO est l'exploitant au titre des ICPE pour tout le site, dont la partie louée à ANVIS.

Suite au départ d'ANVIS, il faudra que l'exploitant envoie un porter-à-connaissance à l'Inspection pour actualiser les prescriptions.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** Prévention de la pollution des eaux superficielles

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite

- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Traitement de la pollution	arrêté préfectoral (AP) de mesures conservatoires du 14/10/2020, article 2	/	Sans objet
Prescriptions immédiates relatives au rejet des eaux de process et pluviale	AP de mesures conservatoires du 14/10/2020, article 3	/	Sans objet
Nettoyage de la canalisation	AP de mesures conservatoires du 14/10/2020, article 4	/	Sans objet
Diagnostic de la pollution	AP de mesures conservatoires du 14/10/2020, article 5	/	Sans objet
Redémarrage rejet dans l'Aron	AP de mesures conservatoires du 12/02/2021, article 2	/	Sans objet
Information en cas d'incident	code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet
Stockage d'huile	arrêté préfectoral du 13/07/2007, article 39.4	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les Arrêtés Préfectoraux de Mesures compensatoires du 14 octobre 2020 et du 12 février 2021 faisant suite à la pollution de l'Aron du 29 août 2020 sont respectés.

## 2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : **traitement de la pollution**

<b>Référence réglementaire</b> : arrêté préfectoral de mesures conservatoires du 14/10/2020, article 2
<b>Thème(s)</b> : risques chroniques, traitement de la pollution
<b>Prescription contrôlée</b> : L'exploitant procède immédiatement à la mise en œuvre de moyens de pompage des pollutions constatées dans l'Aron, sur les berges et dans les herbiers ainsi que les résurgences constatées dans le champ. Les eaux polluées pompées et les déchets associés font l'objet d'une gestion dans les filières autorisées. Les éléments justificatifs de ces opérations de traitement des eaux polluées et des déchets dans les filières autorisées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats</b> : Le pompage a été réalisé par une société spécialisée dans les pollutions maritimes. Les déchets récupérés lors des travaux ont été traités et ont fait l'objet de BSDD. L'exploitant a envoyé la liste des BSDD liés au pompage. Ils n'appellent pas de remarques de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées</b> : sans suite
<b>Proposition de suites</b> : sans objet

**Nom du point de contrôle : Prescriptions immédiates relatives au rejet  
des eaux de process et pluviale**

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral de mesures conservatoires du 14/10/2020, article 3
<b>Thème(s) :</b> risques chroniques, prescriptions immédiates relatives au rejet des eaux de process et pluviale
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3.1 Point de rejet R2 Le point de rejet dans l'Aron est condamné temporairement jusqu'à la remise en état de la canalisation entre le rejet R2 et l'Aron. Aucun rejet dans le champ n'est autorisé. La remise en fonctionnement de cette canalisation devra faire l'objet d'une demande auprès de la Préfète. Cette demande comportera une proposition de plan de surveillance et de contrôle permettant de s'assurer de la conformité du rejet dans l'Aron à tout moment.</p> <p>3.2 Point de rejet temporaire dans le réseau d'eau pluviale de la ville de Décize Les eaux de process et pluviales sont rejetées temporairement dans le réseau d'eaux pluviales de la ville de Decize en accord avec la collectivité, et ce pendant une période n'excédant pas 2 mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant procède à l'analyse les eaux de rejet tous les 2 jours. Les valeurs limites sont précisées dans le tableau ci-dessous et conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé en vigueur : [...] En cas d'analyse non-conforme, l'exploitant cesse immédiatement le rejet des eaux de process et pluviales dans le réseau d'eaux pluviales de la ville de Decize. La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement. Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits. Les éléments justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et pourront faire l'objet d'un contrôle à tout moment.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>3.1 : Le point de rejet dans l'Aron a été condamné. L'exploitant a fourni un rapport le 10/09/2021 rendant compte des travaux réalisés, qui comporte un plan de contrôle des rejets. Le point de rejet a été réouvert le 11/10/2021, après avoir informé l'Inspection. Les résultats des mesures réalisées au niveau du rejet R2 (<i>à l'intérieur du site</i>) et au niveau de la vanne guillotine avant le rejet à l'Aron étaient conformes. L'exploitant a envoyé les résultats des mesures au niveau de R2 et de la vanne guillotine après l'ouverture du 11/10/2021. Ils n'appellent pas de remarques de l'Inspection. Toutes les eaux sortant du site passent dans le nouveau regard R25, puis, quand il sera opérationnel, dans le séparateur hydrocarbure puis dans le regard R2 (<i>doté d'un système de prélèvement - pour des analyses par un laboratoire - et de mesure en continu du débit</i>) puis dans la canalisation (<i>qui passe sous le canal</i>) vers l'Aron. Pendant les travaux, les rejets passent par le regard R25 puis par un séparateur hydrocarbure mobile (<i>couplé à une alarme</i>) puis par R2. Lors de l'inspection, le nouveau séparateur était recouvert, mais en attente de revêtement du sol.</p> <p>3.2 : L'exploitant a envoyé les derniers résultats des mesures rejetées temporairement dans le réseau d'eaux pluviales de la ville de Decize. Ils n'appellent pas de remarques de l'Inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

Nom du point de contrôle : **nettoyage de la canalisation**

<b>Référence réglementaire</b> : arrêté préfectoral de mesures conservatoires du 14/10/2020, article 4
<b>Thème(s)</b> : risques chroniques, nettoyage de la canalisation
<b>Prescription contrôlée :</b> Sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant procède au nettoyage complet de la canalisation depuis le rejet R2 jusqu'à l'Aron, ainsi que du débourbeur/déshuileur. L'exploitant a la possibilité de solliciter une prolongation de cette période auprès de la Préfète. Cette demande devra être étayée par les éléments d'appréciation adaptés, comprenant notamment l'avancement des travaux, des analyses du rejet d'eaux pluviales, la description des conditions (crue dans le pré, conditions météorologiques,.....). L'exploitant oriente les déchets (eaux et boues) issus du nettoyage de l'ouvrage rejoignant R2 à l'Aron dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. Les éléments justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait nettoyer par hydrocurage à 1000 bars par la société SAVAC et inspecté par caméra la canalisation ayant donné lieu à un rapport daté du 29/07/2021. Le rapport ne montre aucun risque analysé comme important ou grave. Un constat d'huissier a été établi à titre probatoire le 28/07/2021. L'exploitant a aussi procédé au nettoyage de ses canalisations internes (600 m qui datent de 1949) en amont de R2, ces travaux se sont terminés le 22/10/2021 : 106 tonnes de sables et d'huiles, dont certains pollués aux hydrocarbures. L'exploitant a envoyé la liste des BSDD liés au pompage et au nettoyage. Ils n'appellent pas de remarques de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées</b> : sans suite
<b>Proposition de suites</b> : sans objet

Nom du point de contrôle : **Diagnostic de la pollution**

<b>Référence réglementaire</b> : arrêté préfectoral de mesures conservatoires du 14/10/2020, article 5
<b>Thème(s)</b> : risques chroniques, diagnostic de la pollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant fait réaliser un diagnostic des sols et des résurgences d'eau du champ, des eaux de surfaces, des sédiments du tronçon de l'Aron de 200 m en amont jusqu'à 500 m en aval. Ce diagnostic comportera des prélèvements, mesures et analyses du type de ceux prévus par les prestations A200 (sols), A210 (eaux souterraines) et A220 (eaux superficielles et sédiments) selon le référentiel normatif en vigueur.</p> <p>Les paramètres à prendre en compte sont au minimum les suivants : [...] Hydrocarbures totaux, stéarate de zinc ; PH, conductivité, hydrocarbures, niveau piézométrique, DCO, zinc [...].</p> <p>Les autres substances susceptibles d'être émises par l'activité de SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING FRANCE feront également l'objet d'une analyse.</p> <p>Les résultats de ces prélèvements seront utilisés pour évaluer l'impact de la pollution sur les usages présents autour du site en utilisant la méthode d'Interprétation des Milieux (IEM) basée sur l'élaboration d'un schéma conceptuel visant à identifier les sources de pollution, les voies de transfert et les cibles potentielles.</p> <p>Les résultats de ce diagnostic, incluant la justification des substances analysées, seront transmis à la Préfète dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'un tableau de synthèse des résultats de mesures des analyses des sols figure dans l'étude IEM (interprétation de l'état des milieux), datée de mars 2021, réalisée par SUEZ Remédiation. Elle conclut à un état compatible des milieux avec leurs usages sur et autour de la zone de l'accident. Elle n'appelle pas de remarques de l'Inspection.</p>
<b>Type de suites proposées</b> : sans suite
<b>Proposition de suites</b> : sans objet

Nom du point de contrôle : **redémarrage rejet dans l'Aron**

<b>Référence réglementaire</b> : arrêté préfectoral de mesures conservatoires du 12/02/2021, article 2
<b>Thème(s)</b> : risques chroniques, redémarrage rejet dans l'Aron
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant procède à la remise en fonctionnement de la canalisation après avoir fait réaliser un test d'étanchéification par une entreprise spécialisée. Une analyse d'eau quotidienne sera réalisée pendant 5 jours puis de façon hebdomadaire pendant 3 semaines et au-delà en respectant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé. Le zinc sera également analysé pendant la période de redémarrage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait nettoyer par hydrocurage à 1000 bars par la société SAVAC et inspecté par caméra la canalisation ayant donné lieu à un rapport daté du 29/07/2021, qui vaut test d'étanchéité selon l'exploitant. Le rapport ne montre aucun risque analysé comme important ou grave. Un constat d'huissier a été établi à titre probatoire le 28/07/2021.</p> <p>Cf. plus haut point 3.1 de l'arrêté préfectoral de mesures compensatoires du 14 octobre 2020.</p>
<b>Type de suites proposées</b> : sans suite
<b>Proposition de suites</b> : sans objet

Nom du point de contrôle : **information en cas d'incident**

<b>Référence réglementaire</b> : code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69
<b>Thème(s)</b> : autre, information en cas d'incident
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a informé l'Inspection le 2 février 2022 à 15h42 par téléphone. L'exploitant a transmis un rapport d'accident le 2 février 2022 à 16h58 par mail, en utilisant le modèle BARPI, qui n'appelle pas de remarques de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées</b> : sans suite
<b>Proposition de suites</b> : sans objet



Nom du point de contrôle : **stockage d'huile**

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral du 13/07/2007, article 39.4
<b>Thème(s) :</b> risques accidentels, stockage d'huile
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'aire de dépotage des huiles doit être aménagée de manière à former rétention. Celle-ci doit être suffisamment dimensionnée de manière à recevoir le plus gros véhicule porteur de ravitaillement.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'incident confirme que l'aire fait rétention.  a constaté que les raccords pour l'alimentation en huile sont équipés de fûts pour récupérer les égouttures, les fûts étant eux-mêmes sur des rétentions mobiles. Un des fûts dépasse de sa rétention mobile, ce qui pourrait conduire à des coulures hors de la rétention ,voire à une chute du fût.  Observation : L'exploitant s'est engagé à le remettre dans une position convenable à court terme. Il en informera l'Inspection.  L'aire de dépotage fait rétention par gravité, ce qui correspond à un aménagement de manière à former rétention. La zone où stationne le camion comporte deux regards, qui vont vers le réseau pluvial et le séparateur hydrocarbure, à une distance suffisante pour éviter une perte de produit à moins d'être dans le cas d'une vidange complète du camion-citerne. Les camions peuvent avoir une capacité de 20 tonnes. La rétention est dimensionnée pour un scénario de quelques minutes de fuite au niveau du raccord (<i>le personnel étant présent pour couper l'arrivée en cas de fuite</i>), et pas pour une vidange entière du camion. L'aire n'est donc pas dimensionnée de manière à recevoir le plus gros véhicule porteur de ravitaillement, admis uniquement à couvrir le système de dépotage du camion, ce qui est suffisant pour prévenir une pollution (<i>sachant qu'en cas de perte de confinement, les produits passeraient dans le réseau puis dans le séparateur</i>). Un projet de sécurisation de la zone de dépotage était en cours de chiffrage, avant la fuite du 2 février 2022, et l'exploitant étudie différentes solutions proposées par des professionnels (<i>vannes d'isolement, séparateur d'hydrocarbures, scellement des caniveaux sur lit béton, stockage tampon,...</i>). Le but est que la zone où stationnent les camions et la zone de dépotage soient sur une même rétention d'environ 2000 litres (<i>entre le séparateur et les caniveaux</i>), avec une vanne de consignation pour isoler la zone en cas de dépotage. Le budget est à acter d'ici avril 2022 (pour raison de calendrier budgétaire japonais), et le projet sera réalisé en 2022. Il est donc proposé d'adapter ainsi la prescription, ce qui assure le même degré de protection de l'environnement : Celle-ci doit être suffisamment dimensionnée de manière à contenir une fuite au niveau du système de dépotage d'un véhicule, le temps que le personnel présent à proximité coupe l'arrivée de produit. Cette rédaction convient à l'exploitant.  L'exploitant dispose d'une procédure d'urgence en cas de déversement. Un rappel des consignes va être réalisé et des exercices de situation d'urgence également.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet